

Approvisionnement d'énergie

aura tout un conflit d'intérêts si la société d'Etat dont le rôle sera d'importer, se mêle de distribuer le pétrole aux différentes sociétés, y compris à elle-même. Cette possibilité mérite d'être examinée de très près.

Pour en revenir aux situations urgentes, il n'est pas nécessaire que Petro-Canada ou une autre société d'Etat, se mêle d'importation en cas d'urgence internationale. Il existe déjà un organisme international qui a compétence en la matière, l'Agence internationale de l'énergie. Celle-ci existe en vertu d'un traité signé par 19 pays dont le nôtre.

En vertu de ce traité international auquel a souscrit le Canada, l'Agence a prévu une formule de répartition. Elle verra à superviser l'application du plan d'urgence, à rectifier toute injustice, tout déséquilibre que pourrait présenter cette solution internationale. En conséquence, pourquoi Petro-Canada doit-il s'occuper du marché international en cas d'urgence mondiale. Il existe déjà un organisme chargé d'intervenir. Ce n'est pas un organisme canadien, mais une agence internationale.

Je suis forcé de croire que nos collègues socialistes ne se préoccupent pas simplement de la crise internationale. J'ai l'impression qu'ils veulent que l'on accorde ce pouvoir à Petro-Canada afin qu'elle puisse acquérir de l'expérience dans le domaine international, qui est pratiquement nulle en ce moment. Cette société pourrait devenir l'unique importateur exclusif de pétrole étranger dans toutes les circonstances, urgentes ou non, ce qui serait désastreux pour de nombreuses raisons.

En premier lieu, en période de crise alors que l'expérience, les installations d'entreposage et la connaissance du milieu pétrolier international se révèlent nécessaires, à un moment où la pénurie de pétrole brut se fait menaçante pour les pays du monde, ce n'est guère le moment d'avoir recours à un groupe de gestionnaires sans expérience. Ce groupe ne connaîtrait pas les marchés internationaux d'approvisionnement au comptant où se procurer le pétrole brut. Ce serait vraiment un moment très mal choisi pour lancer sur la scène internationale et impromptu, Petro-Canada, ou tout autre organisme de l'Etat.

Je n'ai certainement pas l'intention de défendre de quelque façon que ce soit les gestes passés ou présents des multinationales pétrolières du monde, ou le marché international. Bien des fois, elles n'ont certes pas agi dans les intérêts supérieurs du Canada. Elles n'agissent peut-être pas dans les intérêts supérieurs du Canada à l'heure actuelle. Elles servent manifestement leurs propres intérêts. C'est leur raison d'être. Il n'y a pas de doute là-dessus, mais je dis qu'en temps de pénurie ou de pénurie imminente, le seul et unique avantage que nous aurions dans l'intérêt national à nous servir des multinationales réside dans leurs connaissances et leur expérience et leur accès à ces réserves internationales, surtout si elles ont des contrats qu'elles sont tenues de respecter avec les compagnies canadiennes. Ce n'est pas quand il y a une pénurie imminente sur le plan international qu'on décide de changer son fusil d'épaule.

● (1530)

C'est une honte et une des tragédies du gouvernement d'en face et du pays que d'avoir jamais à compter sur les multinationales pour quelque quantité de pétrole brut que ce soit. Toutefois, c'est là une question qu'il faudrait soulever dans un autre débat. Nous pourrions peut-être débattre la question en

troisième lecture, mais ce n'est certes pas le moment pour cela. Ce n'est pas le moment de faire intervenir Petro-Canada. Ce n'est pas en période d'urgence qu'il faut décider de faire de Petro-Canada le seul et unique importateur de tout le pétrole étranger à tout jamais. J'aimerais bien que le ministre me dise s'il pense que c'est ainsi qu'il faudrait procéder avec Petro-Canada. Je ne le pense pas.

Voyons ce qui serait arrivé si, par exemple, Petro-Canada avait été le seul importateur de pétrole iranien au moment de la révolution iranienne ou, comme on pourrait dire, des troubles de décembre et de janvier derniers en Iran. Sauf erreur, le Canada reçoit ses approvisionnements d'Iran par l'intermédiaire d'un certain nombre de compagnies: BP, Petrofina et Gulf. De plus, je crois que d'autres multinationales comme Mobil, Exxon, Shell, et peut-être Texaco reçoivent aussi des approvisionnements d'Iran, mais ces compagnies n'ont certes pas expédié de pétrole iranien au Canada. Nous en avons surtout reçu de BP, Petrofina et Gulf. Il a pu y avoir aussi quelques indépendants, mais si au lieu de toutes ces multinationales, nous n'avions eu que Petro-Canada, je me demande où Petro-Canada serait allé chercher ses approvisionnements pour compenser les insuffisances. Nous aurions été durement frappés si nous n'avions eu que Petro-Canada à qui nous fier à ce moment-là.

Petro-Canada sera le seul grossiste ou acheteur de pétrole brut mexicain, dont nous serons approvisionnés un jour, nous l'espérons tous, afin que nous puissions l'utiliser au Canada, au moins pendant quelque temps, avant de pouvoir nous contenter du nôtre.

M. Paproski: Nous ne sommes pas sûrs de cela non plus.

M. Lawrence: Des représentants de l'industrie pétrolière m'ont dit qu'en intervenant à la demande du ministre au Mexique, les gens de Petro-Canada avaient retardé les négociations très importantes déjà entamées entre des compagnies canadiennes, comme Gulf Canada, et le Mexique. Exxon achète du pétrole brut mexicain, depuis plusieurs années. Gulf Canada, par exemple—et il y en a d'autres—était sur le point de conclure un accord très important avec le Mexique. Nos approvisionnements en pétrole brut mexicain ont été retardés de plusieurs mois . . .

M. Gillespie: C'est ridicule.

M. Lawrence: . . . uniquement parce que les gens de Petro-Canada n'ont aucune expérience et aucune compétence pour négocier dans ce domaine. Voilà encore un exemple de l'ingérence gouvernementale. Les gens de l'industrie, et même certaines personnes du ministère, n'ont pas été consultés. Ils n'ont pas su ce que le ministre comptait faire.

A l'heure actuelle, Exxon reçoit 600,000 barils par jour de pétrole léger vénézuélien. Je crois savoir que les producteurs vénézuéliens peuvent difficilement rompre leur contrat avec Exxon. C'est pourtant ce que le ministre cherche à faire. Il essaie de détourner une partie de ce pétrole vers Petro-Canada, afin qu'elle puisse alimenter les compagnies canadiennes. C'est une politique pour le moins contradictoire. De toute évidence, le ministre veut que Petro-Canada remplace les compagnies multinationales dans le rôle d'intermédiaire. Je ne sais pas si le moment est bien choisi pour ce genre d'intervention, mais devons-nous croire que Petro-Canada agit ainsi par pure charité?